



[Abonnez-vous](#) au bulletin bimensuel, [lire en ligne](#) ou [téléchargez une version PDF](#)



Le Parlement européen a débattu de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Union européenne et le Canada et de la privatisation, qui fut un sujet épineux. Au nom du groupe des Socialistes et Démocrates (S&D), David Martin (Royaume-Uni) a déclaré vouloir « s'assurer que rien dans l'AECG ne vienne empêcher les pays d'écartier la privatisation ». Sa collègue du S&D, Marie Arena (Belgique), s'est montrée bien plus critique, jugeant inutile le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs aux frais du contribuable, et critiquant le recours à des « listes négatives » pour la libéralisation des services, les clauses dites « à effet de cliquet » qui n'empêcheront pas le secteur public de reprendre le contrôle des services ayant été privatisés. [*Bulletin Quotidien Europe*, 2 septembre 2016]

Liste électronique mondiale contre les PPP

Cette [liste électronique mondiale contre les PPP](#), lancée par la [Jubilee Debt Campaign UK](#), vise à renforcer l'action collective de la société civile à l'échelle internationale, et à lutter ainsi contre la menace que la vague croissante de PPP fait peser sur les services publics et les finances publiques. Cette liste entend offrir un espace en ligne aux partenaires de la société civile et aux chercheurs/euses du monde entier, qui s'inquiètent de la

propagation des partenariats public-privé (PPP) et souhaitent non seulement partager des informations, des stratégies et des ressources, mais aussi se réunir autour d'activités conjointes. Cette liste s'adresse aux « partenaires de la société civile d'intérêt public » au sens large, et notamment aux activistes, aux militant(e)s, aux chercheurs/euses et aux investigateurs qui mettent tout en œuvre pour déjouer la menace que la vague croissante de PPP fait peser sur les services publics et les finances publiques. **La liste n'est PAS ouverte aux représentant(e)s des gouvernements, aux entreprises ou aux médias.**

Pour rejoindre la liste, veuillez compléter ce [formulaire Google](#)

Afrique et pays arabes

La Banque africaine de développement a nommé Helen N'Garnim Ganga, une ressortissante tchadienne, au poste de Conseiller juridique général. Lorsqu'elle travaillait dans le secteur privé, [plusieurs projets de financement, d'exploitation minière et de privatisation](#) figuraient au rang de ses responsabilités.

Ghana: Les travailleurs/euses de l'Electricity Company of Ghana [ont mis fin à leur action de protestation et ont entamé des pourparlers avec le gouvernement](#). « Ils [le gouvernement] nous ont invités ; nous allons donc y aller, présenter les questions qui nous préoccupent et espérer une réponse favorable. Ensuite, nous nous réunirons et nous prendrons une décision », a déclaré lundi dernier le Secrétaire national du syndicat des travailleurs ECG, Patrick Tetteh Binyeme, au micro d'Emefa Apawu, sur Class FM 505. Cette grève avait été lancée par les dirigeant(e)s du PUWU, qui ont déclaré se sentir méprisé(e)s par l'attitude de l'Autorité du Millénaire pour le développement (MiDA) en ce qui concerne les commentaires et les actions de cette dernière au regard de la manifestation nationale du syndicat contre la privatisation. Mais la Commission de réglementation des services de distribution [s'est engagée à sanctionner le personnel et les membres de la direction](#). « Le Secrétaire national de l'ECG, Patrick Binyemi, a cependant maintenu que la suspension des services à l'échelle nationale, qui a débuté vendredi passé, ne constituait pas une grève. »

Mali: Une réunion de deux jours des partenaires de la société civile [a établi un lien entre la sécurité alimentaire, la transformation structurelle et la privatisation](#) en Afrique de l'Ouest. D'après Abdoulaye Diakité, chef de cabinet de la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le choix des gouvernements et institutions internationales d'aller, depuis 1996, vers « la mondialisation et la libéralisation, intensifiant ainsi les causes structurelles de la faim et de la malnutrition, **a provoqué la privatisation des institutions de soutien social et économique de base**, et ouvert la porte à la monopolisation et à la concentration des ressources et des processus de production entre les mains de quelques sociétés géantes. »

Nigeria: D'après [l'Environmental Rights Action/Friends of the Earth Nigeria \(ERA/FoEN\)](#), une organisation de la société civile, la décision du gouvernement de l'Etat de Lagos de mettre en place des tribunaux spéciaux afin de poursuivre les « fournisseurs illégaux de services de distribution d'eau » ne sert en réalité que de couverture à la promotion de la privatisation de l'eau. Le Dr Babatunde Adejare, le Commissaire à l'environnement, [a annoncé la création de ces tribunaux](#) à l'occasion d'un séminaire de deux jours organisé à l'intention des responsables du secteur de l'eau, qui avait pour thème : « Sur la voie d'un secteur de l'eau sûr et durable dans l'Etat de Lagos ». M. Adejare, représenté par Babatunde Hunpe, conseiller spécial du gouverneur pour l'environnement, a démenti le fait que le gouvernement souhaitait privatiser l'eau, mais a étonnamment ajouté qu'un « partenariat public-privé » s'avérait nécessaire. Dans un discours proclamé à Lagos, l'organisation ERA/FoEN a déclaré que la création de ces tribunaux constituait une violation « inacceptable » du droit à l'eau des citoyen(ne)s de l'Etat de Lagos, et ne bénéficiait d'aucun soutien légal au Nigeria.

Afrique du Sud : [La privatisation d'un terrain public au Cap viendra exacerber la ségrégation sociale et raciale](#). « Ce pillage des ressources peut compter sur des partenaires puissants. Les développeurs privés se montrent de

plus en plus proches des responsables et politiques de haut rang. Le scandale autour de Gary Fisher, qui endosse à la fois la casquette d'agent public du gouvernement provincial et de magnat de l'immobilier, et l'intérêt personnel que représente pour lui la vente du site de Tafelberg, en constitue un bel exemple. (...) **Il faut se demander : qui contrôle ces ressources ? Et comment sont-elles allouées ?** »

Afrique du Sud : Heinrich Volmink, le ministre fantôme de la Santé, a envoyé une lettre au Président de la Commission de la santé, [requérant qu'une enquête parlementaire soit menée au regard de la situation des infirmiers/ères](#). « D'après le *South African Nursing Council* (SANC), 3 291 infirmiers/ères et sages-femmes ont été agréé(e)s dans tout le pays en 2015, au terme d'un programme de formation de quatre ans. Dans un document stratégique en matière de RHS, le Département national a toutefois estimé que **le secteur public souffrait déjà d'une pénurie de 44 780 infirmiers/ères professionnel(le)s en 2010**. Ce manque de personnel infirmier ne sera jamais comblé si le nombre d'infirmiers/ères agréé(e)s n'augmente pas plus rapidement. »

Afrique du Sud : [Le Syndicat sud-africain des travailleurs municipaux \(South African Municipal Workers Union, SAMWU\) a remporté son combat contre la privatisation de Pikitup](#). En réponse à l'opposition publique du DAMWU, mais aussi du Congrès des syndicats sud-africains (*Congress of South African Trade Unions*, COSATU) et des Combattants pour la liberté économique (*Economic Freedom Fighters*, EFF), le nouveau maire de Johannesburg [a abandonné le projet de privatisation du service de collecte des déchets](#). Le 30 août, **Sizwe Pamla, le porte-parole national du COSATU, a déclaré que le syndicat s'opposait à la privatisation des services publics**, dans la mesure où « cela nuira gravement à la qualité des services pour les plus démunis, qui ne pourront plus se payer des services prestés par des entreprises privées, ou par leur intermédiaire. En outre, les prix des services de base risquent d'augmenter, venant **ainsi durement frapper les plus démunis et limiter la couverture des services municipaux et sociaux de base aux populations défavorisées**. »

Tunisie : Conect, la Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie, appelle à la « **privatisation des entreprises publiques exerçant dans les secteurs concurrentiels**. » Elle a en outre exhorté le gouvernement à se pencher sur « [l'évolution inquiétante des salaires](#) » qui menace de plus en plus les secteurs tant public que privé. Sami Tahri, porte-parole de la fédération syndicale UGTT, a toutefois fait valoir [que la centrale ouvrière « était contre la politique d'austérité et la privatisation de certaines entreprises publiques »](#), et qu'elle s'opposera à toute action du gouvernement ne présentant aucun aspect social.

Ouganda La Ministre ougandaise de l'Education et du Sport, Mme Janet Museveni, a formellement annoncé durant une session du parlement le 9 août dernier que [le gouvernement fermera bientôt les écoles](#) mises en place par la plus grande et plus controversée des chaînes d'écoles à bas coûts dans le monde, Bridge International Academies (BIA), qui dirige 63 crèches et écoles primaires en Ouganda.

Mme Museveni a indiqué avoir pris sa décision sur la base de rapports techniques du Ministère qui ont révélé que les écoles ne respectent pas les normes nationales, et en particulier que « les supports pédagogiques utilisés ne peuvent pas encourager l'interaction entre les enseignants et les élèves » et que « les conditions d'hygiène et de sécurité médiocres [...] mettent en danger la vie et la sécurité des enfants ».

Asie-Pacifique

Australie : L'Enquête populaire sur la privatisation, [lancée par l'Internationale des Services Publics](#) en tant qu'[initiative conjointe avec de nombreux syndicats australiens](#), dont le CPSU, le CPSU-SPSF, la NSWNMA, l'ASU et l'ETU, et en partenariat avec Per Capita, Action Aid Australia et l'ACTU, a débuté avec des [audiences publiques organisées à travers toute l'Australie](#). L'enquête se clôturera le 27 octobre à Canberra.

« Le gouvernement Turnbull a mandaté la Commission australienne de la productivité pour organiser une enquête populaire afin de déterminer dans quelle mesure il s'avère nécessaire de privatiser davantage nos services publics, sans se demander si le fait de céder aux entreprises le contrôle de nos services sert réellement les intérêts de tou(te)s les Australien(ne)s. Cependant, nous considérons que les communautés doivent avoir leur mot à dire sur la façon dont sont gérés nos services et sur ceux à qui ils profitent. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé cette Enquête populaire sur la privatisation. **Nous souhaitons engager un débat national sur l'impact de la privatisation, et discuter directement avec les communautés des services dont elles ont besoin.** »

Australie : Le journaliste politique fédéral australien [Andrew Probyn a remporté le prix Federal Parliamentary Press Gallery journalist of the year award](#) pour sa « série de récits sur les intentions du gouvernement Turnbull de privatiser le système de paiement de Medicare. **Son récit initial, publié en février, levait le voile sur le projet de sous-traiter les financements par l'Etat de Medicare, ainsi que des prestations pharmaceutiques et de celles qui bénéficient aux personnes âgées.** Le Parti travailliste a surfé avec succès sur la vague de ce récit pour mener une vaste campagne destinée à mettre en garde le pays face aux changements qui allaient être apportés à Medicare par la coalition gouvernementale, campagne qui a mené à la création du terme « Mediscare » (« scare » désignant la peur en anglais).

Australie : [Le recours des municipalités à la sous-traitance exige de la prudence et de la diligence](#), car il peut s'agir d'une opération risquée. La conduite d'un audit judiciaire a démontré que le conseil municipal de Liverpool **pourrait avoir été exposé à un risque de crédit, à une piètre optimisation de ses ressources financières et à un risque pour sa réputation après avoir sous-traité une partie de ses services à une entreprise privée.** Le contrat prévoit la sous-traitance de certains services de gestion et à la clientèle et M. Wulff, qui a supervisé le même type de contrat lorsqu'il travaillait au Conseil d'Ipswich dans le Queensland, avait affirmé que cette décision allait améliorer la qualité des services fournis à la communauté. Toutefois, l'audit commandé par ABC et réalisé par Prosperity Audit Services **a mis au jour une série de limitations au sein du contrat, susceptibles d'avoir rendu le conseil vulnérable.** « Nos recherches ont révélé qu'un certain nombre de manquements peuvent avoir exposé le conseil municipal de Liverpool à des risques qui auraient pu être évités », stipule le rapport.

Inde : Dans le cadre d'une grève nationale visant à défendre les droits syndicaux, des militant(e)s issu(e)s de plusieurs syndicats [ont manifesté dans la ville de Gubbi](#). Le président du taluk de CITU, Ajjappa, s'est adressé aux manifestant(e)s et a assuré que l'Union et l'Etat prendraient des mesures afin de protéger les intérêts des agriculteurs et des ouvriers. **Il a exhorté l'Union à ne pas privatiser les unités du secteur public.** D'autres manifestations de ce type ont été organisées dans d'autres taluks du district.

Inde : L'entreprise *Kolhapur Municipal Transport* (KMT) s'apprête à sous-traiter le nettoyage et la peinture de ses bus, ainsi que la réparation des sièges, [mais refuse d'admettre qu'il s'agit là d'une privatisation](#). « Nous avons pris la décision de sous-traiter après plusieurs cycles de **discussion avec le comité des transports et les responsables politiques.** »

Malaisie : A l'heure où l'Etat de Johor fait face à une crise de l'eau, le sultan Ibrahim Sultan Iskandar [a affirmé que la plus grande erreur jamais commise par Johor était de privatiser la compagnie des eaux Syarikat Air Johor](#). Le problème réside dans le fait qu'elle n'est plus contrôlée par le public, mais également dans le niveau trop élevé des prix et dans la distribution. D'après lui, il existe à Pasir Gudang des industries qui consomment beaucoup d'eau, pour près de 4 millions de ringgits par mois. « Elles ont de l'eau, mais l'immeuble d'à côté n'en a pas. Comment cette situation est-elle perçue par la population ? On ne peut pas simplement transférer de l'eau d'une rivière à l'autre. »

Nouvelle-Zélande : Une journée d'action nationale a été organisée afin de réaffirmer les droits démocratiques des Néo-Zélandais et de [soutenir des initiatives visant à bâtir une société plus juste et plus durable](#). Le mouvement à l'origine de cet événement est soutenu par des organisations de la société civile, dont le Conseil des syndicats néo-zélandais (*NZ Council of Trade Union, CTU*), l'Association des services publics (*Public Service Association, PSA*), FIRST Union, Greenpeace, 350.org, Oxfam Nouvelle-Zélande, SAFE for Animals et It's Our Future. D'après Barry Coates, coordinateur national du mouvement *It's Our Future* et de cette journée d'action, « le gouvernement accorde des avantages fiscaux aux multinationales et aux riches, **et prévoit de privatiser les services sociaux**. En outre, ils sont en passe de ratifier l'Accord de partenariat transpacifique (PTP), qui octroierait de nouveaux droits aux entreprises étrangères dont celui de poursuivre notre gouvernement en justice afin de remettre en cause des lois et des politiques approuvées de manière démocratique, et outrepasserait les droits prescrits par le Traité de Waitangi.

Pakistan : [La privatisation gagne du terrain au sein du gouvernement provincial du Punjab](#). En effet, « il transfère progressivement ses fonctions et celles des autorités locales à de nouvelles entreprises à responsabilité limitée. (...) **Les règles et réglementations financières régissant les autorités gouvernementales classiques ne s'appliquent pas à ces entreprises, bien qu'elles manipulent des fonds publics à hauteur de dix millions de roupies.** »

Philippines : [Le gouvernement a l'intention de privatiser les opérations des entreprises détenues et contrôlées par l'Etat](#) en les dénuant de leurs fonctions commerciales, a déclaré Carlos Dominguez III, le secrétaire désigné des Finances. « M. Dominguez a indiqué que le gouvernement entendait séparer les fonctions commerciales et de réglementation de plusieurs entreprises détenues et contrôlées par l'Etat, **dont l'Office national de l'alimentation**, et poursuivre la privatisation des actifs du gouvernement dans la production d'énergie gérés par la Power Sector Assets and Liabilities Management Corp. « Nous allons poursuivre le plan de privatisation, notamment de la PSALM, qui concentre la plupart des actifs [en matière d'énergie]. **Nous allons également accélérer le processus de privatisation** », a affirmé Dominguez devant des journalistes en marge de la réunion interagences du Comité de coordination pour le budget du développement (*Development Budget Coordination Committee*) à la Chambre des représentants. »

Région Interamériques

Brésil : La Confédération Syndicale Internationale (CSI) [a tiré la sonnette d'alarme](#) quant à la volonté du nouveau président, Michel Temer, **d'encourager la privatisation et de couper dans les dépenses sociales**. « Les droits fondamentaux des travailleurs/euses sont également dans le viseur du gouvernement et les centrales syndicales nationales, la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), Force syndicale (FS), l'Union générale des travailleurs (UGT)/la Confédération nationale des professions libérales (CNPL), la Centrale des syndicats brésiliens (CSB), la Centrale des travailleurs et travailleuses du Brésil (CTB) et la Nouvelle centrale syndicale des travailleurs du Brésil (NCST) se sont conjointement engagées à combattre les projets visant à vider le code du travail de sa substance. » [M. Temer a promis de privatiser « tout ce qui pourrait l'être.](#) »

Colombie : Les travailleurs/euses d'Ecopetrol, la première compagnie pétrolière de Colombie, **ont voté en faveur d'une grève qui sera organisée durant la dernière semaine du mois d'octobre et la première semaine de novembre, afin de protester contre la privatisation et de défendre les droits des travailleurs/euses direct(e)s et contractuel(le)s**. La compagnie s'oppose quant à elle à cette grève. [*Portafolio*, le 7 septembre 2016] « Nous avons décidé de convoquer les travailleurs/euses syndiqué(e)s comme les non-syndiqué(e)s afin de procéder à un vote personnel, secret et délégué pour déterminer s'ils/elles soutiennent ou non la direction du syndicat colombien du pétrole (USO) et s'ils/elles souhaitent entamer une grève contre Ecopetrol », [a déclaré Cesar Loza, le Président du syndicat, devant les journalistes](#). Il a également précisé que les

privatisations, la vente de filiales et de sites de production de pétrole, ainsi que les retards accusés par la modernisation de la raffinerie de Barrancabermeja constituaient les principales raisons de cette grève potentielle.

Cuba : [La privatisation est en passe de s'immiscer dans les services municipaux](#). « Au vu des afflux croissants de capitaux étrangers qui entrent à La Havane, il semble que l'individualisme et le fossé entre les riches et les pauvres vont continuer de s'exacerber. On recense désormais près d'un demi-million de Cubain(e)s travaillant dans le secteur privé – soit trois fois plus qu'en 2008. On assiste ainsi à l'éclosion d'une génération de nouveaux riches qui isole les travailleurs/euses du secteur public.

Guatemala : Le Forum citoyen permanent pour la santé (*Permanent Citizen Forum for People's Health*) organise en ce moment [un débat sur les réformes nécessaires dans le secteur de la santé](#). Juan Carlos Verdugo, l'un des conseillers du ministre de la Santé, a déclaré que « le ministre s'apprêtait à amorcer **un processus de consultation publique à grande échelle en faveur d'une réforme, et non d'une privatisation, fondée sur le droit à la santé** avec la reconnaissance de l'ensemble de la société guatémaltèque. »

Mexique : [L'abrogation totale de la « réforme » de l'éducation et de sa législation secondaire est entérinée](#). D'après le président (Parti du travail) du Sénat, Manuel Bartlett, « il s'agit d'un projet dicté par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales **qui viole l'Etat de droit pour accélérer la privatisation de l'éducation, déjà bien engagée**. »

Panama : Selon la Commission panaméenne nationale pour les négociations médicales (*Comenenal*), il existerait des pénuries importantes de médicaments et de matériel dans tous les centres de santé, plus importantes encore que celles qui avaient été provoquées par l'invasion du Panama par les Etats-Unis le 20 décembre 1989. La Commission a en outre indiqué [que la menace d'une crise dans les principaux hôpitaux du pays se profilait pour le mois d'octobre](#). Selon la Comenenal, la crise revêt d'autres aspects tels que le **gaspillage dû à la privatisation de certains services de l'hôpital CSS de Panama** et le manque de ressources.

Etats-Unis : Teamsters Local 251 et les responsables politiques de Fall River (Massachusetts) ont engagé [des pourparlers informels au regard de la privatisation des services de collecte des déchets](#). En juillet dernier, le département américain des Relations de travail (*Department of Labor Relations*) « a informé le syndicat que, sur la base des preuves avancées, il paraissait vraisemblable que **la ville ait pu commettre des infractions**, qu'il considérait la plainte des travailleurs/euses et des syndicats du secteur de l'assainissement comme une affaire prioritaire », et « qu'il accédait à la demande du syndicat en faveur d'une procédure accélérée, prévoyant une audience qui devra se tenir dans les trois à six mois suivant le dépôt de la plainte ».

Etats-Unis : Au lendemain du discours musclé de Donald Trump sur l'immigration, le *New York Times* a mis en garde contre le fait qu'une détention massive de clandestins [serait « du pain béni pour les entreprises pénitentiaires privées, mues par le profit](#), et conduirait inévitablement à la déportation de toute personne arrêtée, même à tort. » S'appuyant sur les estimations de l'organisation conservatrice American Action Forum, Steven Rosenfeld, du journal en ligne *Alternet*, fait valoir que si le programme de M. Trump voyait le jour, « [le nombre de migrant\(e\)s en détention passerait de 34 000 à 348 831](#), et l'expulsion de l'ensemble des clandestins requerrait au minimum 17 296 vols et 30 701 voyages en bus chaque année ». Récemment, le *New York Times* a publié un éditorial **exhortant l'administration Obama à ne pas attendre la publication d'une étude prévue au mois de novembre**, pour [cesser immédiatement tout recours à des sociétés à but lucratif pour la gestion de la détention des migrant\(e\)s](#). « Il faudra décider si les contrats des établissements pénitentiaires privés doivent être résiliés ou simplement pas renouvelés, et si la Sécurité intérieure doit faire appel à des centres de détention gérés par les Etats ou les comtés, ou si elle doit elle-même diriger son propre établissement. L'administration doit toutefois commencer par se demander pourquoi elle incarcère tant de migrant(e)s qui ne représentent aucune

menace pour la sécurité, qui ne sont pas là pour être puni(e)s, et qui sont – la plupart du temps – des réfugié(e)s, des mères de jeunes enfants, voire de jeunes enfants. »

Etats-Unis : L'un des affiliés de l'ISP, [la Fédération américaine des employé\(e\)s de l'Etat, des comtés et des municipalités \(American Federation of State, County and Municipal Employees, AFSCME\)](#), [salue la décision prise par le département américain de la Justice](#) de ne plus faire appel à des entreprises privées à but lucratif pour diriger les prisons fédérales américaines. La procureure générale adjointe Sally Yates a annoncé cette décision dans une note, [rendue publique par le Washington Post](#). D'après Mme Yates, les prisons privatisées « ne fournissent tout simplement pas le même niveau de services, de programmes et de ressources correctionnels – sans pour autant que cela implique une réduction significative des coûts – et n'offrent pas, comme le signale un récent rapport du Bureau de l'inspecteur général du département, le même niveau de sûreté et de sécurité », que les infrastructures gérées par le Bureau fédéral des prisons.

Etats-Unis : Comme [l'annonçait un rapport publié en août par Progress Michigan](#), la privatisation des services d'alimentation dans les prisons du Michigan continue de poser problème, cette fois à cause d'un nouveau fournisseur, basé en dehors de l'Etat. [D'après le Detroit Free Press](#), un cuisinier travaillant pour Trinity dans une prison d'Ionia aurait été surpris en possession de substances illicites. D'après Anita Lloyd, l'une des porte-paroles du Syndicat des agents correctionnels du Michigan (*Michigan Corrections Organization*), les problèmes de trafic de drogues et les rapports de plus en plus étroits entre les détenu(e)s et les employé(e)s de cuisine ont persisté chez Trinity, qui a remplacé en septembre Aramark comme fournisseur alimentaire. Aramark a amorcé la privatisation des services d'alimentation de la prison en décembre 2013, remplaçant ainsi près de 370 fonctionnaires. Depuis que Trinity a pris le relais, [une série de manifestations pacifiques ont été organisées dans les prisons](#) afin de dénoncer la qualité et la quantité des repas.

« Il ne fait aucun doute que l'administration continuera de manquer à ses obligations tant que la privatisation ne fera pas l'objet d'un contrôle et d'un processus de responsabilisation plus approfondis dans le Michigan. », **a déclaré Lonnie Scott, Directeur exécutif de Progress Michigan.**

Uruguay : L'Administration nationale de l'éducation publique (*Administración Nacional de Educación Pública*) [prévoit de construire 165 nouvelles écoles par le biais de partenariats public-privé \(PPP\)](#). Les premiers documents d'appels d'offres sont toujours en cours de rédaction, et devraient être prêts d'ici le mois d'octobre. (...) Toutefois, si la théorie est une chose, la pratique en est une tout autre. D'après **la Fédération nationale des professeurs de l'enseignement secondaire (Federación Nacional de Profesores de Enseñanza Secundaria, FENAPES)**, qui sait comment mener des batailles et les gagner, **ce projet ouvrira la porte à la « marchandisation » de l'éducation, une pratique inhérente à la « vague de privatisation » qui sévit en Amérique latine.** Le syndicat attend la publication d'une enquête menée par des professeurs de l'Université de Barcelone, prévue pour le mois d'octobre, soit quand les appels d'offres seront lancés.

Europe

Chypre : [Les syndicats s'opposent à la tentative de privatisation de l'entreprise publique de télécommunications Cyta](#). Le syndicaliste du SEK, Elias Demetriou, avait déjà fait savoir sur les ondes de CyBC que les syndicats avaient appelé le ministre à soutenir activement les efforts déployés par les travailleurs/euses afin de maximiser la valeur de l'entreprise en conservant en l'état les statuts de l'entité publique. Il a précisé que les syndicats respectaient la position du ministre, avant d'ajouter : « Nous, les syndicats, nous désapprouvons cette position et comme je l'ai déjà annoncé, **les partis parlementaires sont de notre côté.** C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus d'avoir remporté cette bataille. »

Irlande : Une conseillère municipale de Dublin a exprimé sa consternation face au [déclassement de la note de la ville, précipité par la privatisation des services de collecte des déchets](#), dans le cadre de l'enquête Irish Business against litter 2016. Depuis Ballymun, la conseillère municipale Noeleen Reilly a réagi : « Je suis profondément déçue de constater que notre ville s'est fait remarquer pour de mauvaises raisons dans ce rapport. Malheureusement, cela n'est pas surprenant si l'on en croit le nombre de déclarations que j'ai pu faire au conseil municipal de Dublin au regard de ces déversements illégaux. Depuis que le conseil municipal a privatisé les services de gestion des déchets, le déversement illégal est devenu un problème majeur. »

Slovénie : Le nouveau candidat du gouvernement au poste de ministre des Finances, Mateja Vranicar Erman, « [s'est engagé à poursuivre le plan de consolidation des finances publiques, à développer la privatisation et à alléger les formalités administratives](#). »

Royaume-Uni : Deux conseillers de South Hams [ont appelé le conseil du district à repenser les projets de privatisation de ses services](#). « Lors d'une récente réunion, le conseiller Birch a appelé le conseil à suspendre ses projets de privatisation de ses services **au motif qu'il ne dispose ni de l'autorité légitime ni du mandat de la communauté pour mener à bien un tel projet.** (...) Je suis très préoccupé par le fait que South Hams prévoit de dépenser – aux frais du contribuable – 300 000 livres pour **transférer 95 pour cent de son personnel ainsi que la plupart de ses services à une entreprise commerciale privée, et ce, sans même consulter la population.** »

Royaume-Uni : Un projet porté par les Conservateurs visant à interdire aux municipalités de gérer leurs propres services de bus a été rejeté par les votant(e)s. Cat Hobbs, présidente du mouvement We Own It, a déclaré : « Nous savons qu'à l'échelle locale, la gestion publique des bus peut fonctionner. En effet, des villes comme Reading ou Nottingham le font déjà et rencontrent un grand succès. Le projet du gouvernement visant à interdire aux municipalités de gérer leurs propres services de bus est éminemment idéologique. Les municipalités doivent pouvoir gérer leurs propres bus s'il s'agit de la meilleure solution. **Après 30 ans de déréglementation, la privatisation des bus a entraîné une chute du nombre d'usagers, une réduction des services et une hausse considérable des prix dans la plupart des zones situées autour de Londres.** Il est grand temps que les bus servent l'intérêt de la population, et non pas du secteur privé. »

Royaume-Uni : Les syndicats saluent la décision prise par le gouvernement conservateur d'abandonner son projet de privatisation des services de cadastre. Le Secrétaire général du Syndicat des services commerciaux et publics (*Public and commercial services union*, PCS), Mark Serwotka, a déclaré : « Il y a deux ans, nous avons déjà démontré – et nous le faisons de nouveau aujourd'hui – que le fait de brader les services de cadastre était stupide et inapproprié, dans la mesure où cela servirait uniquement les intérêts des entreprises privées qui souhaitent profiter des données des propriétaires. Nous nous réjouissons de la décision du gouvernement de suspendre ce processus, mais le projet doit être aboli dans son intégralité et ne doit jamais revoir le jour. Les services de cadastre doivent pleinement demeurer sous la coupe de l'Etat. » [Press Association National Newswire, 7 septembre 2016]

Royaume-Uni : [La privatisation des services de transport des patient\(e\)s place la population au cœur d'un conflit commercial entre sous-traitants, tandis que les travailleurs/euses attendent toujours d'être payé\(e\)s](#). « Hier, le quotidien *The Argus* était submergé d'appels de la part d'employé(e)s de l'entreprise Docklands Medical Services, l'une des sociétés d'ambulances choisies par Coperforma pour prendre en charge le transport des patient(e)s. Ces employé(e)s ont affirmé être en attente non seulement de leur salaire du mois dernier, mais également de milliers de livres dues au cours des derniers mois. Steve Barton, âgé de 50 ans et provenant de Hastings, a déclaré : "On me doit un peu moins de 1 000 livres en salaire rétroactif et en heures supplémentaires." Après 9 années au service de la NHS en tant que conducteur d'ambulance pour le South East Coast Ambulance

Service, Steve a été muté chez VM Langfords lorsque la privatisation de Coperforma est entrée en vigueur en avril. »

[L'Internationale des services publics \(ISP\)](#) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.